

LOCATION ET ENTRETIEN DE BLOCS SANITAIRES AUTONOMES

Marché Public n°2025CTBR016

Procédure adaptée soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique

MARCHE PUBLIC SIMPLIFIE

DOCUMENT VALANT

- Acte d'engagement
- CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières)
- CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières)

ABRÉVIATIONS UTILISÉES

- CCAG -FCS: Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures et de services (issu de l'arrêté du 30 mars 2021)
- CCP : Code de la Commande Publique
- SPL CTBR : Société Publique Locale Compagnie des transports du Bas-Rhin

La Société publique locale (SPL) Compagnie des Transports du Bas-Rhin (CTBR) a pour mission l'exploitation et la gestion du réseau de transport interurbain pour le bassin de Strasbourg, pour le compte de la Région Grand Est au travers d'un contrat de concession conclu en 2019.

La mission première de la SPL CTBR est l'élaboration d'une offre de transport variée répondant aux besoins des habitants du bassin strasbourgeois en matière de déplacement et de tarification.

Les lignes exploitées par la SPL CTBR représentent environ 80% de la fréquentation de l'ensemble des lignes du réseau fluo Grand Est 67.

La SPL CTBR sous traite à des transporteurs privés une partie de l'exploitation des lignes du réseau dont elle a la charge.

Depuis 2019, la région Grand Est (pour 80%) et l'Eurométropole de Strasbourg (à hauteur de 20%) sont les actionnaires de la SPL CTBR. Ce nouvel actionnariat a pour objectif d'optimiser les synergies entre les différents réseaux de transport et l'organisation du réseau interurbain.

Les cars de la SPL CTBR et de ses partenaires parcourent chaque année plus de 5 millions de kilomètres et desservent près de 150 communes à travers 24 lignes régulières ainsi que 11 lignes à vocation scolaire.

Le siège social de la SPL CTBR est installé au 14, place des Halles à Strasbourg. La SPL CTBR compte environ 150 salariés.

Pour toute question d'ordre technique ou administratif relative à la présente consultation, veuillez utiliser l'outil « question/réponse » de la plateforme :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : CONTRACTANT(S)	4
M'ENGAGE / NOUS ENGAGEONS SANS RESERVE, CONFORMEMENT AUX STIPULATIONS DU MARCHÉ, A EXECUTER LES PRESTATIONS DANS LES CONDITIONS DEFINIES CI-APRES.	8
ARTICLE 2- DECLARATION SUR L'HONNEUR	8
ARTICLE 3- FORME ET OBJET DU MARCHÉ	8
ARTICLE 4- SPECIFICATIONS TECHNIQUES	9
ARTICLE 4.1 – CONTEXTE ET GENERALITES	9
ARTICLE 4.2 – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES	9
ARTICLE 4.3 : FREQUENCE DE VIDAGE, NETTOYAGE ET ENTRETIEN	10
ARTICLES 4.4 : CONSOMMABLES	10
ARTICLE 4.5 : RESPONSABILITE	10
ARTICLE 5- PRIX DU MARCHÉ	11
ARTICLE 5.1 – PRIX	11
ARTICLE 5.2 – VARIATION DES PRIX	11
ARTICLE 5.3 – RYTHME ET CONDITIONS DES REGLEMENTS	12
ARTICLE 6 : PIECES CONTRACTUELLES	13
ARTICLE 7 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	13
ARTICLE 7.1 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE	13
ARTICLE 7.2 – DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	14
ARTICLE 8 : PENALITES ET RESILIATION	14
ARTICLE 8.1 – PENALITES :	14
ARTICLE 8.2 – RESILIATION :	15
ARTICLE 9 : VERIFICATIONS ET ADMISSION	15
ARTICLE 10 : ASSURANCES	16
ARTICLE 11 : CLAUSE DE REEXAMEN	16
ARTICLE 12 : PRESTATIONS SIMILAIRES	17
ARTICLE 13 : DIFFERENDS	17
ARTICLE 14 : DEROGATIONS AU CCAG	17
ARTICLE 15 : DECISION ET SIGNATURE DU REPRESENTANT DE LA SPL CTBR	18
ANNEXE N° 1 : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS	19

ARTICLE 1 : CONTRACTANT(S)

➤ ACHETEUR :

Société Publique Locale Compagnie des transports du Bas-Rhin (SPL CTBR)

14 place des Halles 67000 STRASBOURG

N°SIRET : 850 352 915 000 19

CODE APE : 4939 A

agissant sous le statut **de pouvoir adjudicateur**.

Pour toute question d'ordre technique ou administratif relative à la présente consultation, veuillez utiliser l'outil « question/réponse » de la plateforme <https://alsacemarchespublics.eu>.

➤ SOUMISSIONNAIRE :

Cocher la case correspondante :

☐ Le candidat se présente seul :

JE, contractant unique soussigné,

Nom :	.....
Prénom :	.....
Qualité :	.....

Agissant pour le compte de la société :

Raison sociale :	.....
Adresse :	.....

Code postal :	.....
Bureau distributeur :	.....
Téléphone :	.....
Fax :	.....
Courriel :	.....
Numéro SIRET :	.....

Numéro au registre du commerce :	.....
Ou au répertoire des métiers :	.....
Code NAF :	.....

Ci-après désigné « TITULAIRE ».

Et étant, pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché, représenté par :

.....

Dont l'adresse électronique sur laquelle la SPL CTBR pourra, si besoin, lui adresser toute notification de décisions, ordres de service, bons de commande, avenants ou autres informations nécessaires à la bonne exécution des prestations, objet du marché, est la suivante :

.....

Le candidat fait-il l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente ?

☐ non ☐ oui (Dans l'affirmative, produire la copie du jugement correspondant - accompagné d'une traduction certifiée si le candidat n'est pas établi en France)

☐ Le candidat est un groupement d'entreprises :

NOUS, cotraitants soussignés, engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, solidaires et désignées dans l'accord-cadre sous le nom « TITULAIRE »,

1^{er} contractant : MANDATAIRE DU GROUPEMENT

Nom :	.....
Prénom :	.....
Qualité :	.....

Agissant pour le compte de la société :

Raison sociale :	.....
Adresse :	.....

<i>Code postal :</i>	.....
<i>Bureau distributeur :</i>	.....
<i>Téléphone :</i>	.....
<i>Fax :</i>	.....
<i>Courriel :</i>	.....
<i>Numéro SIRET :</i>	.....
<i>Numéro au registre du commerce :</i>	.....
<i>Ou au répertoire des métiers :</i>	.....
<i>Code NAF :</i>	.....

2^e contractant :

<i>Nom :</i>	.....
<i>Prénom :</i>	.....
<i>Qualité :</i>	.....

Agissant pour le compte de la société :

<i>Raison sociale :</i>	.....
<i>Adresse :</i>	.....

<i>Code postal :</i>	.....
<i>Bureau distributeur :</i>	.....
<i>Téléphone :</i>	.....
<i>Fax :</i>	.....
<i>Courriel :</i>	.....
<i>Numéro SIRET :</i>	.....

Numéro au registre du commerce :	.....
Ou au répertoire des métiers :	.....
Code NAF :	.....

3^e contractant :

Nom :	.....
Prénom :	.....
Qualité :	.....

Agissant pour le compte de la société :

Raison sociale :	.....
Adresse :	.....

Code postal :	.....
Bureau distributeur :	.....
Téléphone :	.....
Fax :	.....
Courriel :	.....
Numéro SIRET :	.....
Numéro au registre du commerce :	.....
Ou au répertoire des métiers :	.....
Code NAF :	.....

(Cadre ci-avant à reproduire autant de fois que nécessaire)

Et étant, pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché, représentés par :

.....

Dont l'adresse électronique sur laquelle la SPL CTBR pourra, si besoin, lui adresser toute notification de décisions, ordres de service, bons de commande, avenants ou autres

informations nécessaires à la bonne exécution des prestations, objet de marché, est la suivante :

Après avoir pris connaissance des documents qui sont mentionnés dans le présent acte d'engagement,

M'ENGAGE / NOUS ENGAGEONS sans réserve, conformément aux stipulations du marché, à exécuter les prestations dans les conditions définies ci-après.

ARTICLE 2- DECLARATION SUR L'HONNEUR

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus au titre IV chapitre 1^{er} sections 1 et 2 du CCP et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Le candidat fait-il l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente ?

☐ non ☐ oui *(Dans l'affirmative, produire la copie du jugement correspondant - accompagné d'une traduction certifiée si le candidat n'est pas établi en France)*

ARTICLE 3- FORME ET OBJET DU MARCHE

Le présent marché est un marché de services et prend la forme d'un accord-cadre à bon de commandes, dans les conditions fixées aux articles L.2125-1, R.2192-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre sera **mono-attributaire**

Il a pour objet la **location et l'entretien de blocs sanitaires**.

Lieu(x) d'exécution (dépôts secondaires de la CTBR):

- Willgotheim – Woellenheim rue de l'église
- Scharrachbergheim rue des jardins
- Wingersheim les Quatre Bans rue des tilleuls
- Ottrott parking des naïades
- Kienheim rue principale RD 61

Cette liste sera susceptible d'évoluer en cours d'exécution du présent marché en fonction de la création/suppression de dépôts secondaires par la CTBR .

ARTICLE 4- SPECIFICATIONS TECHNIQUES

ARTICLE 4.1 – CONTEXTE ET GENERALITES

La CTBR est une entreprise attentive au bien être de ses salariés et de récentes modifications de son organisation rendent nécessaire le déploiement de blocs sanitaires sur certains de ses dépôts secondaires et terminus de lignes.

En effet, elle souhaite permettre à ses conducteurs-receveurs de disposer d'un accès à des sanitaires au moment de leurs coupures.

Les sites sur lesquels seront installés les blocs sanitaires sont loués par la CTBR ou se trouvent directement sur le domaine public des communes desservies.

Le titulaire devra donc veiller à réaliser les prestations objet du présent marché, notamment d'entretien et de nettoyage, avec le plus grand soin afin d'assurer un niveau de satisfaction constant des salariés utilisateurs.

Certains sites d'implantation pourront être potentiellement exposés à de vents forts, les blocs sanitaires fournis devront donc être lestés ou fixés au sol par le titulaire.

Les éventuels travaux relatifs aux sols d'implantation seront réalisés par la CTBR (ex : création d'une dalle béton).

ARTICLE 4.2 – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

Les dépôts secondaires exploités par la CTBR pour le stationnement de ses autocars ne sont pas équipés d'une alimentation en eau et en électricité ainsi que d'un système d'évacuation des eaux usées.

Par conséquent, les blocs sanitaires proposés par le titulaire devront être **totalelement autonomes**.

La CTBR souhaite disposer de blocs sanitaires de type « **toilettes sèches** », à l'exclusion de tout système chimique.

Le bloc sanitaire devra être équipé d'un **système de verrouillage par code** (cadenas ou par tout autre dispositif), afin sécuriser l'accès et d'éviter l'intrusion de toute personne étrangère à la CTBR.

La CTBR souhaite pouvoir disposer (avec les dimensions maximales suivantes :

- Bloc sanitaire individuel (WC assis uniquement) ; H max : 2,5m P max : 1,50m et L max : 1,50
- Bloc sanitaire double (WC assis + urinoir debout) H max : 2,5m P max : 1,50 m et L max : 3,00m

Le titulaire sera contractuellement engagé sur l'ensemble des équipements complémentaires (ex : lave-main, éclairage etc.) indiqués dans son mémoire technique.

ARTICLE 4.3 : FREQUENCE DE VIDAGE, NETTOYAGE ET ENTRETIEN

Le niveau de fréquentation approximatif sera d'environ 5 à 10 passages par jour (sauf dimanche et jours fériés).

Le titulaire devra donc procéder à l'entretien (intérieur et extérieur) du bloc-sanitaire, au vidage et à l'évacuation des déchets organiques à minima 1 fois par mois.

A ce titre, il devra procéder :

- au nettoyage avec désinfectant de l'ensemble des surfaces sols, murs, poignée, lunette etc.),
- au retrait l'ensemble des éventuelles souillures (sols, murs, poignée, lunette etc.) avec des produits d'entretien adaptés ,
- au nettoyage extérieur du bloc sanitaire afin d'assurer le maintien d'un aspect esthétique correct,
- au ramassage des éventuels détrit.

A la demande de la CTBR, le titulaire devra procéder au remplacement (par un équipement similaire ou équivalent) de l'éventuel bloc-sanitaire défectueux ou mauvais état, dans un délai maximum de **5 jours ouvrés**.

Il sera engagé contractuellement sur l'éventuelle fréquence de vidage et d'entretien plus rapprochée proposée au moment du dépôt de son offre.

Le titulaire procédera à l'évacuation et au traitement des déchets dans les conditions décrites dans son offre technique.

ARTICLES 4.4 : CONSOMMABLES

Le titulaire procédera au réapprovisionnement systématique des consommables (savon, gel, papier, produit de recouvrement/neutralisation des déchets organiques etc.).

ARTICLE 4.5 : RESPONSABILITE

Les dépôts secondaires de la CTBR sont pour certains des sites non-clôturés.

Par conséquent, le titulaire devra être assuré pour les éventuelles dégradations causées par des tiers aux blocs-sanitaires mis à disposition.

Il ne pourra en aucun cas en tenir la CTBR responsable et lui réclamer quelconque indemnisation.

ARTICLE 5- PRIX DU MARCHÉ

ARTICLE 5.1 – PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes sujétions définies à l'article 4 du présent document.

Le présent marché est un marché public à **prix unitaires**.

Sur la base des quantités réellement commandées, les prestations objet du présent accord cadre seront rémunérées à prix unitaires mentionnés dans le BPU, dans les limites des montants définis ci-dessous :

Montant annuel minimum	Sans minimum
Montant annuel maximum	25 000 € HT

ARTICLE 5.2 – VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **la date limite de réception des offres (septembre 2025)** ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes pour la première année du marché.

Au-delà, les prix seront révisés annuellement et automatiquement, à la date anniversaire du marché, sur la base du dernier indice définitif publié au plus tard le dernier jour du mois précédent cette date (« mois n »).

Le bordereau des prix unitaires révisé selon la formule ci-dessous sera adressée à la SPL CTBR :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- I_0 : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- I_n : valeur de l'index de référence au mois n.

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.

L'indice de référence est : **Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 77.3 – Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens**

Les paramètres ci-dessus sont disponibles sur le site internet de l'INSEE:
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766393>

Le coefficient est arrondi au millième supérieur et s'applique au montant total facturé annuellement. Le montant révisé sera arrondi à deux décimales.

En cas de suppression d'un indice de la formule ci-dessus, la révision des prix se fera sur la base du ou des indices de remplacement sans formalité supplémentaire que la mention du ou des nouveaux indices dans le courrier d'acceptation de la révision. En cas d'absence d'indice de remplacement, le choix d'un ou plusieurs indices représentatifs des prestations objets du marché sera arrêté par ordre de service d'un commun accord entre le titulaire et l'acheteur.

Cette révision prendra effet à compter de la date anniversaire du marché de l'année considérée et ne concernera que les factures relatives aux bons de commande émis postérieurement à ladite date.

Une révision des prix unitaires à la hausse donnant lieu à une augmentation des prix inférieure ou égale à 1 % ne sera pas prise en considération. Cette dernière sera tolérée jusqu'à hauteur de 5 % maximum.

De la même manière, une révision des prix unitaires à la baisse donnant lieu à une diminution des prix inférieure ou égale à 1 % ne sera pas prise en considération. Cette dernière sera tolérée jusqu'à hauteur de 5 % maximum.

Ainsi les prix unitaires du bordereau sont susceptibles de varier dans une fourchette comprise entre -5% et +5%.

ARTICLE 5.3 – RYTHME ET CONDITIONS DES REGLEMENTS

Les règlements se feront **mensuellement**.

Les factures sont à adresser par courriel uniquement à l'adresse suivante :
compta@ctbr67.fr

Le titulaire devra impérativement indiquer :

- Le numéro du marché : 2025CTBR016
- Le numéro du bon de commande

Après constat du service fait, la CTBR se libérera des sommes dues au titre de l'accord-cadre sur la base du ou des prix mentionnées euros dans le BPU, en faisant porter le montant au crédit du compte bancaire ci-après.

(En cas de groupement d'entreprises, il convient de transmettre le RIB de l'ensemble des co-contractants)

Compte(s) à créditer : - en euros

- *Ouvert* *au* *nom* *de :*
pour les prestations suivantes :
Domiciliation :
Code banque :..... Code guichet : N° de compte :..... Clé RIB :
IBAN :
BIC :

Le délai maximum de paiement des prestations est fixé à 60 jours conformément à l'article R.2192-11 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle lesdits intérêts ont commencé à courir, augmenté de deux points.

Le défaut de paiement dans les délais de l'article susvisé fait courir des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

ARTICLE 6 : PIECES CONTRACTUELLES

L'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles.

- 1) Le « marché simplifié » valant acte d'engagement (AE), cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- 2) Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- 3) Le BPU ;
- 4) Le mémoire technique du titulaire ;
- 5) Les bons de commande.

En cas de contradiction, ou de différence, entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les conditions générales de vente du titulaire ne constituent pas un document contractuel et ne sont donc pas opposables à la SPL CTBR.

Seuls les documents originaux conservés par la SPL CTBR font foi. Le titulaire s'engage à exécuter ledit marché conformément aux dits documents.

ARTICLE 7 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

ARTICLE 7.1 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. En aucun cas, la durée totale de l'accord-cadre ne pourra dépasser 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par la CTBR dans un délai de **3 mois** avant la fin de durée de validité de l'accord-cadre.

Si la SPL CTBR décide de reconduire l'accord-cadre, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

Les bons de commande ne pourront être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre et ne pourront le cas échéant voir leur exécution prolongée au-delà **3 mois** après la date de fin de validité de l'accord cadre.

ARTICLE 7.2 – DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations d'installation et de mise en service des blocs sanitaires seront réalisées par le titulaire dans un délai maximum de **10 jours ouvrés** à compter de la date de réception du bon de commande.

Le titulaire devra réaliser les prestations de vidages et d'entretien en respectant les fréquences proposées au moment du dépôt de son offre (a minima 1 fois par mois).

ARTICLE 8 : PENALITES ET RESILIATION

ARTICLE 8.1 – PENALITES :

➤ Généralités :

Le montant des pénalités est plafonné et ne pourra pas dépasser **10 %** du montant annuel maximum hors taxes du marché augmenté du montant des éventuels actes modificatifs.

Concernant les modalités de règlement des pénalités, la SPL CTBR émettra une facture à destination du titulaire, du montant des pénalités appliquées.

Les pénalités seront appliquées dès le premier euro et net de TVA.

➤ Pénalités de retard aux délais contractuels :

En cas de non-respect des délais contractuels de livraison , de mise en service et de remplacement des blocs sanitaires, le titulaire s'expose à l'application par la CTBR d'une pénalité de **50 € par jour ouvré de retard**.

➤ Pénalités pour non respect de la fréquence contractuelle de vidage et d'entretien :

En cas de non-respect par le titulaire de la fréquence contractuelle de vidage et d'entretien des blocs sanitaires, la CTBR se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de **75 € par jour ouvré de retard**.

➤ **Pénalités pour non respect des engagements pris par le titulaire dans son mémoire technique :**

En cas de non-respect par le titulaire des engagements pris dans son mémoire technique, la CTBR se réserve la possibilité d'appliquer une **pénalité de 50 € par manquement constaté**.

➤ **Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé :**

Lorsque la SPL CTBR a connaissance du non-respect par le titulaire de l'accord-cadre des dispositions mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du Travail - *relatives à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise* – elle lui enjoint par écrit de s'acquitter, dans un délai de un mois, des formalités qui y sont mentionnées.

A défaut de régularisation par l'entrepreneur dans le délai susmentionné, une pénalité, égale à **100 € par jour calendaire de retard** dans l'acquittement des formalités mentionnées ci-dessus sera opérée sur les sommes dues au titulaire, sans mise en demeure préalable complémentaire.

Le montant de la pénalité ne saurait toutefois excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

L'application de cette pénalité sera indépendante de l'application des autres pénalités prévues dans le présent article et avec lesquelles elle se cumule et de la possibilité pour la CTBR de prononcer la résiliation pour faute de l'accord-cadre en application de l'article 41 du CCAG FCS.

ARTICLE 8.2 – RESILIATION :

Conformément à l'article 41 du CCAG, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire et à ses frais et risques sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité.

Il appartient au titulaire dont le marché est résilié à ses frais et risques de se tenir informé des suites données à la résiliation et de solliciter la CTBR par écrit afin qu'elle lui adresse les principaux éléments concernant le marché nouvellement attribué dans les conditions prévues par la loi sur l'accès aux documents administratifs.

ARTICLE 9 : VERIFICATIONS ET ADMISSION

Par dérogation à l'article 28 du CCAG, la CTBR n'est pas obligée d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les opérations de vérifications.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG, Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations exécutées et les spécifications de l'accord-

cadre. Elles sont réalisées par un représentant de la SPL CTBR, à tout moment ; soit à l'occasion des interventions du titulaire, soit indépendamment de celles-ci.

Les opérations de vérification (qualitatives et quantitatives) consistent à contrôler la bonne réalisation des prestations exécutées par le titulaire et leur conformité avec les spécifications du présent accord-cadre.

Les éventuelles anomalies seront signalées au titulaire et un relevé contradictoire pourra être fait sur place avec la SPL CTBR.

Par dérogation à l'article 27.2, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de déplacement ou toute autre rémunération liée à ces vérifications.

Conformément à l'article 30 CCAG, à l'issue de ces vérifications, la SPL CTBR prend une décision d'admission avec ou sans réfaction, de rejet ou d'ajournement.

ARTICLE 10 : ASSURANCES

Dans un délai maximum de 15 jours à compter de la date de notification du marché et avant tout commencement d'exécution du marché, le titulaire doit justifier d'une assurance de responsabilité civile professionnelle le couvrant contre les risques liés à l'exécution des prestations objet du présent marché.

A ce titre, il devra notamment fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et qu'il est couvert contre l'ensemble des éventuelles dommages (matériels ou corporels) qu'il pourrait causer à des tiers dans le cadre de l'exécution du marché.

Si la durée du marché/accord-cadre est supérieure à un an, le titulaire devra fournir à la SPL CTBR, l'attestation mentionnée ci-dessous, 15 jours avant la date anniversaire du marché.

Toute modification du contrat d'assurance souscrit par le titulaire (modification de la nature et des montants de garantie ou des franchises notamment) devra être portée à la connaissance de l'approbation de la SPL CTBR dans un délai maximum de 7 jours à compter de ladite modification.

En cas de sinistre, le titulaire prendra définitivement à sa charge le montant des franchises éventuelles prévues dans les polices qu'il a souscrites.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra être en mesure de produire cette attestation sur demande de la SPL CTBR dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

A défaut de production de l'attestation d'assurance dans un délai maximum de 5 jours à compter de la mise en demeure notifiée au titulaire, la SPL CTBR pourra procéder à la résiliation de l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire et sans que ce dernier ne puisse prétendre à aucune indemnisation.

ARTICLE 11 : CLAUSE DE REEXAMEN

Afin de tenir compte de l'évolution des besoins de la SPL CTBR, notamment de ses conditions d'exploitation :

- Création/suppression d'un dépôt secondaire ;
- Modification d'un tracé de ligne ;
- Création d'une nouvelle ligne ;
- Augmentation de la fréquence d'exploitation d'une ligne ;

les parties se réservent la possibilité en cours d'exécution, de procéder à des modifications du marché dans la limite de +15% du montant maximum annuel du marché.

Les éventuelles modifications seront actées par voie d'avenant au présent marché.

ARTICLE 12 : PRESTATIONS SIMILAIRES

Les parties se réserve la possibilité de conclure un marché « similaire » conclu dans publicité ni mise en concurrence préalable dans les conditions fixées à l'article 2122-7 du CCP

ARTICLE 13 : DIFFERENDS

La SPL CTBR et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent accord-cadre, soit directement, soit selon la procédure de règlement des litiges telle que prévue à l'article R2197-1 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre, la loi française sera seule applicable et le Tribunal Judiciaire compétent sera celui dans lequel se trouve le lieu prévu pour l'exécution de l'accord-cadre, à l'exclusion de toute autre juridiction : le Tribunal judiciaire de Strasbourg est seul compétent

ARTICLE 14 : DEROGATIONS AU CCAG

- L'article 6 « Pièces contractuelles » déroge à l'article 4.1 du CCAG
- L'article 8.1 « Pénalités » déroge à l'article 14.1 et 14.2 du CCAG
- L'article 10 « Vérifications et admission » déroge à l'article 27.2 du CCAG
- L'article 10 « Vérifications et admission » déroge à l'article 28 du CCAG
- L'article 10 « Vérifications et admission » déroge à l'article 29 du CCAG
- L'article 11 « Assurance » déroge à l'article 9 du CCAG
- L'article 42 du CCAG ne s'applique pas

Fait en seul original,

A

Le

Signature et cachet du contractant (ou du mandataire en cas de groupement*)

**En cas de groupement, le présent acte d'engagement doit être signé soit par chaque cotraitant, soit uniquement par le mandataire si celui-ci produit une habilitation de son cotraitant pour signer, en son nom et pour son compte, l'offre du groupement.*

ARTICLE 15 : DECISION ET SIGNATURE DU REPRESENTANT DE LA SPL CTBR

La présente offre est acceptée comme suit :

Le

Le Directeur Général de la SPL CTBR,

ANNEXE N° 1 : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS

<i>Désignation de l'entreprise</i>	<i>Prestations concernées</i>	<i>Montant H.T.</i>	<i>Taux T.V.A.</i>	<i>Montant T.T.C.</i>
Raison Sociale : SIREN :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Raison Sociale : SIREN :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Raison Sociale : SIREN :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Raison Sociale : SIREN :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				